



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°72 – 7 mai 2019

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

**Pour stopper l'offensive du gouvernement Macron-Philippe-Castaner,
gouvernement du mensonge et de la matraque,**

Il faut imposer aux dirigeants CGT, FO, FSU qu'ils rompent avec lui !

Le 1^{er}-Mai, de manière parfaitement délibérée, la police a chargé les manifestants, coupé le cortège et – fait nouveau – délibérément visé le carré de tête des cortèges syndicaux (CGT, FSU, Solidaires, FO).

Le 1^{er}-Mai au soir, après avoir jeté ses flics contre les manifestants, Castaner s'est livré à un grossier mensonge, une gigantesque *fake new* en annonçant que des manifestants avaient attaqué l'hôpital Pitié-Salpêtrière. La vérité est que les manifestants fuyaient la charge violente de la police et que la seule "intrusion violente" dans l'hôpital est de la responsabilité de la police.

A la suite du 1^{er}-Mai, de nouvelles comparutions immédiates ont abouti à des condamnations à des peines allant jusqu'à la prison ferme, s'ajoutant aux 800 condamnations de manifestants antérieures revendiquées par le gouvernement, s'ajoutant aux menaces contre les journalistes qui filment les exactions policières ou dénoncent les mensonges gouvernementaux (comme ceux qui ont révélé les mensonges gouvernementaux sur les armes françaises au Yémen).

En lançant sur Martinez et les autres dirigeants syndicaux ses grenades lacrymogènes, le gouvernement leur a adressé en même temps un message : "Vous devez non seulement coopérer pleinement à l'élaboration et la mise en oeuvre des contre-réformes, mais faire vous-mêmes la police parmi les travailleurs, pour empêcher tout débordement. Faute de quoi, vous subirez les violences de l'Etat policier !"

Autrement dit, vous devez mettre en oeuvre pleinement ce que vous avez déclaré ensemble dans votre communiqué du 6 décembre 2018, lorsque vous avez condamné "*la violence dans l'expression des revendications*."

Il faut le dire. Pour l'essentiel le message a été entendu. Le 6 mai, le gouvernement convoquait les appareils syndicaux à une "conférence sociale" avec un seul point à l'ordre du jour : la mise en place des mesures de Macron à l'issue du "grand débat", à savoir : augmentation de facto de l'âge de départ à la retraite, confirmation de la suppression des postes dans la Fonction publique - contrairement à ce que d'aucuns ont cru entendre -, renforcement de la chasse aux migrants.

La CFDT – organisation étrangère au mouvement ouvrier – est accourue. Mais de manière honteuse, la direction de FO s'est précipitée aussi.

Il est vrai que la CGT ne s'y est pas rendue. Mais dans son communiqué – outre le fait qu'elle y présente ses "propositions" au gouvernement –, pas un mot sur les violences policières, pas un mot pour l'arrêt des poursuites contre les centaines de manifestants interpellés et condamnés !

Par ailleurs, comme les autres directions syndicales, elle participe à toutes les "concertations gouvernementales" et par exemple, jusqu'au bout – le 10 mai –, à la concertation Delevoye sur les retraites qui vise à liquider toute garantie sur le montant des retraites (avec le système par points "flexibles"), et alors que Macron a annoncé une aggravation de la "décôte" qui interdira de fait aux travailleurs de partir à 62 ans.

En même temps, les directions syndicales pulvérisent toute perspective de centralisation du combat contre le gouvernement en une myriade de journées d'action - c'est le journal du PCF, *L'Humanité*, qui, il y a quelques jours, se félicitait de "*deux mois de manifestations en continu*" contre le gouvernement ! - qui visent toutes à éviter tout mot d'ordre centralisateur contre le gouvernement. Ainsi, la journée d'action Fonction publique du 9 mai, dont l'appel national des directions syndicales a de manière

.../...

.../...

délibérée évacué le mot d'ordre de retrait du projet de loi de destruction de la Fonction publique, alors que la discussion commence à l'Assemblée nationale le 13 mai et que la responsabilité des directions syndicales est au contraire d'appeler à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour empêcher son adoption.

La classe ouvrière, la jeunesse ne pourront briser la spirale des défaites, faire barrage au tsunami des contre-réformes et attaques qu'elles subissent qu'en imposant aux directions syndicales qu'elles reprennent les véritables revendications, en particulier :

- retrait du projet de loi Fonction publique,
- retrait de la contre réforme des retraites,
- retrait de la loi Blanquer contre l'enseignement public.

Elles ne pourront le faire qu'en imposant aux directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF, la véritable rupture, claire, nette et définitive avec le gouvernement de la matraque et du mensonge.

C'est la condition première de tout combat centralisé pour le défaire.

Le 7 mai 2019

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- N° ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale